

**Iris Marison Young, *Inclusion and Democracy*, New York,  
Oxford University Press, 2000, 303 p., index**

Yon Hsu

Number 36, 2002

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1002272ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1002272ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (print)

1923-5771 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Hsu, Y. (2002). Review of [Iris Marison Young, *Inclusion and Democracy*, New York, Oxford University Press, 2000, 303 p., index]. *Cahiers de recherche sociologique*, (36), 247–252. <https://doi.org/10.7202/1002272ar>

Iris Marison Young, *Inclusion and Democracy*, New York, Oxford University Press, 2000, 303 p., index.

Dans son livre intitulé *Inclusion and Democracy*, Iris Young présente une série de défis favorisant des pratiques démocratiques qui peuvent être réalisées dans des conditions d'inégalité sociale. Trois questions centrales forment ces défis : (i) Comment les conditions d'une démocratie inclusive peuvent-elles être réunies eu égard à l'inégalité sociale et à la différence culturelle? (ii) Comment la communication démocratique et la prise de décision sont-elles possibles dans une société de masse? (iii) Quelle est la portée réelle d'un État démocratique? Face à ces défis, Young réfléchit à des réponses normatives en reconsidérant la théorie critique sous l'angle d'une sensibilité spécifique à la différence et à l'inclusion. Son argument principal soutient que le modèle délibératif de la démocratie est le plus approprié pour promouvoir la justice ou pour prendre les décisions politiques les plus adéquates. Néanmoins pour être plus inclusive, la démocratie délibérative, souvent soutenue par des théoriciens critiques, devrait : i) raffiner la notion conventionnelle d'action communicative, ii) considérer la différence sociale comme une ressource politique, iii) définir les systèmes des représentations politiques qui sont indispensables à la société de masse, iv) souligner l'importance de la société civile à la démocratie et ses limites, v) articuler la portée appropriée d'une politique aux niveaux régional et global. La portée sociologique de la quête de Young sur le caractère inclusif et communicatif de la démocratie reflète son questionnement principal sur l'établissement d'un discours normatif.

Young soutient que la démocratie délibérative est plus adéquate pour la société moderne parce qu'elle insiste sur les principes d'inclusion, d'égalité politique, de raison et de publicité. De plus, la démocratie délibérative inclut les principes d'autodétermination et d'autodéveloppement. Si l'autodétermination est libérée de la domination ou des contraintes institutionnelles plutôt que de la non-intervention, l'auto-développement est libéré de l'oppression et des contraintes découlant des relations institutionnelles. Cependant, la

démocratie délibérative a ses limites. Young soutient : «partout où existent des inégalités structurelles de richesse et de pouvoir, les procédures démocratiques formelles sont susceptibles de se renforcer parce que les personnes privilégiées sont capables de marginaliser les voix et les problèmes des personnes moins privilégiées (traduction libre, p. 34)». Pour ce qui est de la démocratie délibérative, celle-ci est d'abord limitée par la connotation de délibération qui accorde la priorité à l'argument raisonné et dépassionné dans la mise en place de l'action communicative. Comme autre limite, elle est obsédée par la quête d'un bien commun qui ne reflète pas la réalité pluraliste de la société moderne. De plus, le modèle délibératif de la démocratie est forcé par une supposée norme qui expulse les luttes par un processus d'engagement communicatif.

Reconnaissant les limites susmentionnées de la démocratie délibérative, Young travaille au raffinement du modèle sous trois aspects. D'abord, les modes d'action communicative devraient être étendus aux salutations (reconnaissance publique, mutuelle et les besoins de base de la démocratie communicative), à la rhétorique (un moyen de présenter des arguments efficaces et attirants) et au récit (une manière d'exprimer son expérience et de communiquer à travers les différences). L'auteure soutient que pendant les processus de prise de décision, ces modes d'actions communicatives aident particulièrement à diminuer la présence d'exclusion interne comme l'ignorance des perspectives de quelques participants invités. Cette expansion des actions communicatives ne signifie ni que le modèle de délibération est moins important ni qu'il implique que n'importe quel mode d'action communicative (incluant l'argument délibératif) est libre de toute manipulation ou supercherie. Néanmoins, Young soutient que les salutations, la rhétorique et les récits sont complémentaires à la délibération et qu'ils permettent des pratiques démocratiques plus inclusives pour ceux qui sont désavantagés par la primauté de l'argument délibérément orienté.

La frontière de la démocratie délibérative peut être aussi repoussée en réfléchissant à nouveau sur la tension entre l'universel et la différence, constamment présentée dans des débats sociopolitiques. Pour atténuer cette tension, Young, d'une part, défend l'idée d'une

renonciation de la quête d'un bien commun puisqu'il s'agit souvent du moyen de domination et qu'il ne reflète pas une justice comme la cocoordination de la différence. D'autre part, renonçant à une définition assez essentialiste, Young considère la différence comme un jeu relationnel de positionnement social dans l'inégalité structurelle. Un individu peut avoir plusieurs positions sociales à travers des groupes sociaux; l'identité personnelle peut être conditionnée, mais non déterminée par une position donnée. Autant l'inégalité que l'interdépendance sont suggérées dans ce concept relationnel de différence sociale. Ainsi, la différence n'est pas simplement soulignée dans la forme d'une solidarité contre l'injustice comme dans une politique d'identité. Elle est aussi considérée comme une ressource politique pour résoudre des problèmes sociaux dans le sens où l'inclusion de la différence aide à agrandir la portée de la connaissance sociale et aide à examiner dans quelle mesure les intérêts personnels sont publiquement justifiables.

Young soutient la nécessité du système de représentation, tandis que quelques défenseurs de la démocratie délibérative favorisent la délibération en face à face. Avec la réalité de la société de masse, la représentation politique peut mieux refléter les intérêts de millions de gens. Cela provient du fait qu'aucune personne ne peut probablement être présente dans tous les processus ou organismes de prise de décisions, car même la démocratie décentralisée ne peut éviter la représentation; ce faisant, l'autorisation et la responsabilité des représentants peuvent être normativement réglées. Néanmoins, la représentation politique devrait aussi être conceptualisée comme étant des rapports sociaux servant d'intermédiaires entre des électeurs et des députés, entre des représentants et entre des électeurs. De plus, la distinction devrait être effectuée entre des députés de groupe et des électeurs. Ces derniers articulent certaines perspectives sociales partagées par ceux qui sont de la même strate des structures sociales. Dans une plus grande mesure, la qualité de la démocratie dépend de la manière dont les députés et les électeurs communiquent et jusqu'à quel point les députés rendent des comptes à leur électorat. Par conséquent, la démocratie profonde requiert que la représentation politique exprime

des perspectives socialement placées, aussi bien que la participation civique pour assurer l'autorisation et la responsabilité des députés.

*Inclusion and Democracy* se penche enfin finalement sur la portée d'une politique centrée sur le régional et le global. Young soutient que la portée d'un État doit correspondre à l'obligation de justice. Quand les gens vivent ensemble, indépendamment de leurs différences, l'action de quiconque peut intentionnellement ou involontairement affecter autrui. Ainsi, le respect mutuel et l'obligation sont exigés par la nature entrelacée de vie sociale. Ce principe normatif a l'intention de réparer des problèmes sociaux provenant de la ségrégation résidentielle. Par exemple, une ville protégée fournit un certain degré de confort, de convenance et de sécurité aux riches. Néanmoins une telle réalité tronque l'apparition de la sphère publique où chacun peut avoir accès et où la présence de différence est possible. Par conséquent, elle a annihilé la sensibilité de ses résidents à l'égard des communautés voisines où les ressources sociales ne sont pas équitablement partagées. En outre, de manière directe ou indirecte, les habitants de la banlieue peuvent facilement ignorer l'expansion sociale vers la ville centrale. Ainsi, Young prend parti pour le fédéralisme régional susceptible de former la communication et la coordination à travers les différentes municipalités pour résoudre les problèmes de pollution environnementale, de transport, d'équité sociale, d'investissement régional, etc. Cette perspective ne doit pas suggérer la création d'une agence administrative centralisée qui menace potentiellement l'autonomie locale. L'autonomie locale devrait être entretenue avec la notion de solidarité différenciée. Pour être plus spécifique, la séparation résidentielle peut être permise tant qu'elle est basée sur l'affinité volontaire sans domination, discrimination ou contrainte et tant que le respect mutuel et l'obligation sont partagés dans les régions. Aucune politique d'intégration ne doit être forcée. Les ressources doivent être mobilisées, pas les gens.

La mondialisation, caractérisée par des activités de commerce international intensifiées et le développement rapide des technologies de communication a graduellement défié l'État-nation, précédemment considéré comme la portée appropriée d'une politique à laquelle sont liées les obligations de justice. Young défend l'idée selon laquelle des

interactions économiques, environnementales et médiatiques motivent une circulation fréquente des marchandises et des gens autour du globe. Cela produit des conflits sérieux et des problèmes sociaux portant sur les droits, les obligations et la responsabilité et exige en retour une démocratie mondiale. L'auteur soutient plus loin que, si le nationalisme est construit, il en est de même avec la sensibilité transnationale. Selon le principe de solidarité différenciée, des peuples distincts peuvent être reconnus. Cela signifie que l'autodétermination des gens distincts est cruciale à la justice mondiale dans la promesse d'autonomie relationnelle qui «présume le contrôle au niveau local des questions et des pratiques locales, mais dans le contexte d'un rapport intergouvernemental fédéré et d'une structure régulatrice régionale» (p. 258). Une fois encore, l'accent est mis sur l'autodétermination perçue comme non-domination, et non comme une non-intervention. Une telle relation intergouvernementale et fédérée doit être forgée pour régler les préoccupations incluant la paix et la sécurité, l'environnement, le commerce et les finances, l'investissement, la communication et le transport, la citoyenneté et la migration et les droits de l'Homme. Plusieurs acteurs tels les municipalités, les organisations privées à but lucratif et celles sans but lucratif, ou les individus, doivent être soumis tant à une loi mondiale qu'à celle des États-nations. Une fois de plus, une agence mondiale de nature centralisée et responsable des questions mondiales n'est pas suggérée. Au contraire, l'agence au niveau mondial devrait déterminer les principes d'affaires mondiales sur une base moins large. Ces principes peuvent être réalisés au niveau local où des contextes culturels ou sociaux spécifiques sont pris en considération. À la fin, Young suggère que la réforme des Nations Unies semble être, à l'heure actuelle, le moyen le plus adéquat pour faciliter la justice globale mondiale.

*Inclusion and Democracy* joue avec succès le rôle d'interlocuteur puisqu'il navigue soigneusement entre les frontières multidisciplinaires de la philosophie politique, de la sociologie, des études urbaines et de l'éthique; il rapproche assez impartialement la théorie critique et ses critiques, l'enquête normative et des pratiques empiriques, les démocraties délibératives et radicales. Young démontre judicieusement le rapport dialectique entre l'État et la société civile. D'une part, la nature

asymétrique de ce rapport devrait être soulignée dans le sens où la société civile contrôle et influence les activités de l'État. D'autre part et comme Young le réclame, la société civile nécessite l'aide de l'État pour lutter contre la colonisation du monde vécu. De plus, une autre limite de la société civile, qui n'est pas soulignée par Young, se trouve dans la façon de l'État de conditionner la société civile. Les gens peuvent s'associer librement, mais la raison et le mode sous lesquels ces activités associatives sont organisées s'avèrent souvent une réponse au défi constant de la règle ou de la politique de l'État.

La place des médias de masse n'est pas très claire dans son argumentation générale. Cela étonne étant donné l'importance centrale allouée au concept de communication dans sa théorie de la démocratie et de l'inclusion, bien que la communication en face à face ne soit pas la priorité. Étant donné le fait que les médias demeurent influents dans la formation et la transmission de l'opinion publique et du débat politique, et qu'ils ont tendance à être dirigés par le marché, la réglementation normative de leur pouvoir reste un défi à la démocratie délibérative. La question demeure : comment les droits d'accès à ce niveau de la sphère publique peuvent-ils être assurés de manière normale et pratique au nom de l'inclusion et la démocratie?

Yon HSU

F. Vandenberghe, *La sociologie de Georg Simmel*, Paris, La Découverte, coll. «Repères», 2001.

L'ouvrage de Frédéric Vandenberghe s'ouvre, avec «Florence — miniature philosophique», sur le constat d'une rupture, celle induite par la subjectivité moderne entre les pôles ontologiques du sujet et de l'objet, de la nature et de la culture. Dans son introduction, l'auteur imagine Georg Simmel contemplant le paysage toscan, méditant sur la condition de Florence comme «œuvre d'art», une ville où, par la force de la vie, l'opposition entre nature et culture est dissoute, une ville où le passé vit avec le présent, comme englobé par celui-ci. À Florence, la